



Favoriser la participation politique de la population étrangère – pour en savoir plus

Dernière mise à jour : 22 décembre 2025

Les projets de participation politique non conventionnelle	2
Intégrer par les pratiques citoyennes : « Ici Genève », le projet originel	2
Élargissement du projet : « Les Conseils des habitant-e-s ».....	4
Lancement l'Assemblée citoyenne pour la démocratie (ACD).....	6
Les campagnes de promotion du droit de vote communal des personnes étrangères.....	7
Campagne « la première fois, ça s'oublie pas » (2025)	7
Campagne « 15/03 » (2020).....	8
Campagne « J'ai 8 ans » (2015).....	9
Etudes sur la participation politique des personnes résidentes étrangères	11
Recherche du SFM (Unine) 2023	11
Recherche du DSPERI (UniGE) - 2020	11
Recherche du SFM (Unine) - 2015.....	12

Depuis 2005, le Canton de Genève octroie les droits de vote, d'initiative et de référendum au niveau communal aux personnes étrangères résidant en Suisse depuis au moins 8 ans. Toutefois, les bénéficiaires de ce droit votent significativement moins que les citoyennes et citoyens suisses lors des scrutins municipaux, tandis que les personnes immigrées résidant en Suisse depuis moins de 8 ans ne disposent d'aucune opportunité de participer politiquement. Pour faire face à ces défis, le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) développe des projets novateurs pour favoriser la participation politique de la population étrangère.

Ayant tiré les enseignements des résultats et des recommandations du [Rapport sur la participation des résidents étrangers aux élections municipales d'avril 2015 à Genève](#), du [rapport sur les élections 2020](#) et [d'une étude sur la participation politique et l'intégration des personnes de nationalité espagnole ou portugaise à Genève et Neuchâtel de 2023](#) ainsi que des informations provenant directement du terrain, le BIC poursuit le but, pour améliorer le vivre-ensemble, de favoriser la participation politique des personnes résidentes étrangères du canton de Genève. C'est pourquoi, dans le cadre du [Programme d'intégration cantonal 2024-2027](#) (PIC III), l'objectif suivant est spécifié: « favoriser l'émergence de formes non-conventionnelles de participation politique en faveur des personnes résidentes étrangères. »

LES PROJETS DE PARTICIPATION POLITIQUE NON CONVENTIONNELLE

Intégrer par les pratiques citoyennes : « Ici Genève », le projet original

Afin de réaliser cet objectif, le BIC a mis en place et supervisé un groupe de recherche-action issu de [l'Institut d'études de la citoyenneté de l'Université de Genève \(InCite\)](#). Ce projet, qui a démarré le 1^{er} février 2017 pour une durée d'une année, a eu pour tâche de proposer un concept novateur concernant les formes nonconventionnelles de participation politique des personnes résidentes étrangères. Le rapport disponible sur le site du BIC comprend notamment les éléments saillants suivants :

- La participation politique non conventionnelle (donc ne nécessitant pas de droits politiques formels) dispose d'un important potentiel d'intégration et de cohésion sociale.
- La citoyenneté peut être dissociée des droits politiques et considérée davantage comme une pratique que comme un statut, ce qui permet de lui attribuer un rôle essentiel pour l'intégration des résidentes et résidents de nationalité étrangère.
- Par le biais de la conception d'une séquence d'actions centrée sur le dispositif d'un forum délibératif, auquel sont associées des mesures nécessaires ou utiles à son fonctionnement, en matière de formation, d'information, d'incitation, d'outils numériques et d'une carte municipale, le rapport propose une réinterprétation du concept de citoyenneté comme une pratique légitime d'inclusion et de reconnaissance mutuelle de chacun et chacune.
- La délibération permet d'améliorer la qualité du processus de prise de décision et la décision elle-même.

Pour en savoir plus nous vous invitons à consulter le rapport du projet :

- [Rapport complet](#)
- [Rapport condensé](#)

Les résultats d'« Ici Genève » à Vernier

La première phase est terminée à la satisfaction du BIC et des membres du comité de pilotage cités plus loin. Le rapport final du projet réalisé par l'Incite a fait l'objet d'une présentation publique et de plusieurs articles dans la presse : la [Tribune de Genève](#) et [Le Courier](#) le 1^{er} octobre 2018 « Vernier va tester un parlement des invisibles » et dans [le journal de l'Université de Genève numéro 153](#) « De nouveaux outils pour stimuler la démocratie. »

La phase de préparation à la mise en œuvre s'est terminée en décembre 2018. Elle a vu le comité de pilotage s'étoffer, avec des travailleurs sociaux de la [Ville de Vernier](#), le conseiller administratif en charge de la cohésion sociale, plusieurs partenaires comme [Interface](#) (évaluation du projet), [CYC Partenaires](#) (facilitations des tables délibératives) ou encore différentes associations ([Camarada](#), [F-information](#) ou encore [DPGE](#)). Le projet a obtenu le soutien financier et métier de la [CFM, dans le cadre du programme « citoyenneté »](#).

Le projet « Intégrer par les pratiques citoyennes - Ici Genève » a été mis en œuvre de 2019 à 2023. Le premier Conseil des habitant-e-s, qui concrétise ce projet et entend développer des outils démocratiques de proximité, a pris racine au sein de la ville de Vernier. A ce sujet, dans le cadre de sa démarche d'innovation sociale et afin de contribuer au développement de la cohésion sociale dans son contexte, la Ville de Vernier fait office de commune pilote. Ce projet verniolan s'appuie sur une collaboration soutenue entre [l'Incite](#) (UNIGE), le BIC, [l'Université des cultures de Genève](#) (UPA), la [Ville de Vernier](#), tout comme divers organismes partenaires notamment en matière d'évaluation, de communication et d'information, de formation ou encore de facilitation d'évènements participatifs. Retrouvez un article paru dans le magazine 20 minutes du 26 avril 2019 intitulé [« Un forum des sans-voix pour stimuler l'intégration »](#) ainsi que des [interviews des protagonistes du projet sur Radio Lac](#).

Découvrez les réponses des autorités et de l'administration verniolanes aux recommandations des trois Tables - [retour général et fiches détaillées](#) (juin 2021).

Pour en savoir plus sur « Ici Genève »

- [www.icigeneve.ch](#)
- [Visionner la vidéo de lancement du premier Conseil des habitant-e-s](#)
- [Découvrir le rapport final des trois Tables délibératives du premier Conseil des habitant-e-s \(01.12.2020\)](#)
- [Visionner la vidéo de conclusion du premier Conseil des habitant-e-s \(version courte disponible ici\)](#)

Élargissement du projet : « [Les Conseils des habitant-e-s](#) »

Dans un objectif de durabilité, le BIC a voulu capitaliser sur cette expérience pour tenter de la multiplier dans le canton de Genève. C'est pourquoi le BIC a régulièrement informé les communes genevoises par le biais de ses différents canaux d'information habituels et également par le biais de la Plateforme intercommunale de l'intégration créée en juin 2018 et qui regroupe 17 communes genevoises, soit la grande majorité des communes suburbaines et la Ville de Genève.

Entre 2023 et 2025, des [Conseils des habitant-e-s](#) ont eu lieu en villes de Lancy, Thônex et Vernier. Des présentations individuelles ou collectives du projet sont possibles pour les communes qui le souhaitent depuis 2019. De plus, afin de capitaliser sur ces expériences, le BIC et les communes partenaires ont mandaté l'InCite (UNIGE) pour réaliser un guide de bonnes pratiques. Cette brochure rassemble les enseignements tirés des différents Conseils et constitue une véritable boîte à outils, à disposition des collectivités publiques par exemple, afin de mettre en place des projets similaires en matière de démocratie participative et délibérative. En suivant les liens, vous pouvez [commander des exemplaires gratuitement](#) ou [télécharger la brochure](#).

De plus, le BIC entend soutenir et coordonner les actions des communes et des associations en matière de citoyenneté et de participation. Différentes réalisations communales en la matière ont été directement accompagnées par le BIC comme des Plateformes intégration communales, des cérémonies citoyennes ou encore un nouveau modèle d'[Assemblée de quartier](#). Le BIC donne aussi des conseils aux organismes étatiques ou privés pour des projets du même type lorsqu'il est sollicité.

Le BIC joue régulièrement son rôle de plateforme sur le renouveau démocratique et la participation citoyenne des personnes migrantes en organisant notamment [une conférence-débat](#) et [une journée de travail](#) dans le cadre des Semaines de la démocratie genevoise de 2019 et 2022, tout comme en organisant un [événement d'échange](#) sur la participation politique et l'intégration des communautés espagnoles et portugaises à Genève en 2023. Une soirée d'échanges a également été organisée avec le réseau professionnel genevois afin d'aller plus loin dans la création d'une communauté de pratiques qui contribuera au diagnostic prospectif de la démocratie locale en investissant les Conseils des habitant-e-s.

Le BIC travaille actuellement non seulement à la pérennisation des Conseils des habitant-e-s mais également, avec l'ensemble de ses partenaires actifs dans le domaine de la citoyenneté, à la préparation de la mise en œuvre d'une [Assemblée citoyenne cantonale](#) sur le thème de la participation démocratique (développement ci-après).

Présence dans les médias des « Conseils des habitant-e-s »

- [« Vernier va tester un parlement des invisibles »](#) - Tribune de Genève, 01.10.2018
- [« Un parlement des invisibles à Vernier »](#) - Le Courrier, 01.10.2018
- [« De nouveaux outils pour stimuler la démocratie »](#) - Le journal de l'Université de Genève, 22.11.2018 au 13.12.2018

- [« Vernier crée un Conseil des habitants pour mieux intégrer sa population »](#) - Radio Lac, 15.04.19
- [« Un forum des sans-voix pour stimuler l'intégration »](#) - 20 Minutes, 25.04.2019
- [Dossier spécial sur le Conseil des habitants](#) - ActuVernier, mai 2019
- [« Les yeux dans les yeux avec Martin Staub, conseiller administratif de Vernier »](#) - Léman Bleu, 20.05.2019
- [« Vernier lance le premier Conseil des habitants »](#) - Tribune de Genève, 23.05.2019
- [Forum des Idées - Un projet d'ateliers délibératifs créé au conseil des habitants de la ville de Vernier \(GE\) - Radio - Play RTS](#) 24.05.2021
- [« Nella Città di Vernier, la politica sei tu! »](#) - La notizia di Ginevra, anno XII n°5 Maggio 2019 (page 17)
- [« Vernier continue à développer son laboratoire social. Et à croître. »](#) - Tribune de Genève, 06.06.19
- [« Le journal de l'UNIGE »](#) - n°164, 10 au 24.10.2019 (pages 1 et 8)
- [« Forum des idées »](#) - RTS, 24.05.2021
- [« Le journal de l'UNIGE »](#) - n°37, 27.05.2021
- [« Genève s'engage pour les personnes étrangères »](#) - Radio Cité, 03.06.21
- [«Conseil des habitants : retour sur les engagements pris »](#)- Actu Vernier, décembre 2022
- [La Ville de Lancy s'apprête à donner une voix à qui ne peut l'exprimer dans les urnes](#) - Le Lancéen, avril 2023
- [Le Conseil des habitants est de retour](#) - Actu Vernier, mars 2023
- [A Lancy, donner voix aux sans voix](#) - Le Courrier, 05.06.2023
- [Après Vernier, Lancy a son Conseil des habitants](#) - Tribune de Genève, 06.06.2023
- [Après Vernier et Lancy, Thônex lance son Conseil des habitants](#) - Tribune de Genève, 18.04.2024
- [Si ce n'était pas les politiques mais vous qui décidiez de l'avenir de votre commune?](#) - Journal de 8h (minute 5) de La Première (RTS), 13.06.2024
- [Focus](#) - Léman Bleu, 22.06.2024
- [La commune de Thônex vient de lancer son Conseil des habitants](#) - Ici la Suisse sur La Première (RTS), 26.06.2024
- [Quand la participation citoyenne ravive la démocratie](#) - Le journal de l'UNIGE n°142, 19.09.2024
- [Deux ans après, Neuchâtel tire un bilan mitigé de son application de l'Assemblée citoyenne](#) – La Matinale (RTS) – 27.12.2024

- [Les assemblées citoyennes deviennent un outil de plus en plus à la mode en Suisse](#) – La Matinale (RTS) – 25.6.2025

Présence dans le champ professionnel

- [Les chantiers de la citoyenneté de la Commission fédérale des migrations](#) (CFM)
- [Semaine genevoise de la démocratie](#)
- [In Comune](#)
- [Campus Demokratie](#)
- [L'inclusion des personnes réfugiées par la participation. Récolte des bonnes pratiques de mise en œuvre par le Bureau du HCR pour la Suisse et le Lichtenstein](#)

Lancement l'Assemblée citoyenne pour la démocratie (ACD)

Fort de son expérience en matière de démarches participatives, le canton de Genève a lancé en novembre 2025 [l'Assemblée citoyenne pour la démocratie \(ACD\)](#). Comment renforcer la participation électorale dans le canton de Genève ? Comment faire émerger les voix de celles et ceux qui ne s'expriment pas nécessairement dans les urnes ? Entre mars et novembre 2026, cent personnes de la région genevoise se saisiront de ce type de questions lors de plusieurs séances de travail. Cinquante d'entre elles seront sélectionnées pour être représentatives de la diversité du canton, tandis que cinquante autres seront issues de groupes sociaux faisant face à des obstacles dans la participation démocratique. Les unes travailleront pendant quatre week-ends entiers, tandis que les autres suivront un format adapté à leurs besoins pendant quatre demi-journées. Un dialogue systématique sera établi entre l'ensemble des membres de l'Assemblée. A la fin de leurs travaux, des solutions concrètes seront proposées aux autorités pour renforcer la démocratie genevoise et des réponses circonstanciées y seront apportées.

Le dispositif est dirigé par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) du département de la cohésion sociale du canton de Genève, en partenariat avec l'Institut d'études de la citoyenneté (InCite) de l'Université de Genève, spécialisé dans l'accompagnement de processus de participation. Les discussions seront encadrées par une équipe neutre et expérimentée pour garantir que les pistes d'action proposées sont réalisables, relèvent des compétences du canton et favorisent l'inclusion et l'intérêt général.

Présence dans les médias de l'Assemblée citoyenne pour la démocratie

- [« Genève lance une assemblée citoyenne pour la démocratie »](#) - Tribune de Genève et 24 Heures, 16.12.2025

LES CAMPAGNES DE PROMOTION DU DROIT DE VOTE COMMUNAL DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Campagne « la première fois, ça s'oublie pas » (2025)

Pour les élections communales des 23 mars et 13 avril 2025, l'État de Genève a choisi de s'adresser à près de 3000 personnes qui avaient, pour la première fois, la possibilité de voter dans le canton de Genève. Il s'agissait des personnes résidant dans le canton de Genève qui étaient dans l'une des deux situations suivantes :

- de nationalité suisse et ayant atteint la majorité ;
- de nationalité étrangère et qui résident en Suisse depuis 8 ans sans interruption.

En effet, les personnes de nationalité étrangère votent moins que les personnes suisses. Lors des élections communales de 2020 dans le canton de Genève, 21 % des personnes de nationalité étrangère qui ont le droit de vote y ont participé, contre 36,8% des personnes suisses. Une différence existe aussi entre personnes jeunes et plus âgées. Lors des mêmes élections de 2020, 23,9% des personnes âgées de 18 ou 19 ans ont voté, contre 44,4% des 65-69 ans, par exemple.

Avec une campagne axée sur l'aspect mémorable du premier vote intitulée « La première fois, ça s'oublie pas », l'État de Genève visait à encourager les personnes concernées à se rendre aux urnes et à renouveler cet exercice lors de chaque vote. Cette campagne d'information s'est articulée autour de plusieurs moments forts. Un courrier postal a été envoyé aux près de 3000 personnes concernées, signé par le conseiller d'Etat Thierry Apothéloz et la chancelière d'Etat Michèle Righetti-El Zayadi. Il était accompagné d'un dépliant explicatif sur la participation à ces élections, en deux versions : [l'une](#) s'adressant aux personnes âgées de 18 ans et [l'autre](#) aux personnes étrangères ayant obtenu le droit de vote au niveau communal.

En complément, un courrier a été envoyé aux partenaires pertinents afin de relayer l'information auprès des personnes ciblées. Un site web dédié, désormais inactif, a rassemblé les informations utiles sur les élections et sur l'importance d'y participer. Une campagne dans l'espace public et un dispositif digital ont également été déployés. Les personnes s'étant inscrites préalablement à un concours dans le cadre de la campagne (via le QR code disponible sur le dépliant) - et ayant consenti à la réception de messages textes – ont reçu des SMS à différents moments clés, afin de les inviter à participer au scrutin.

La campagne semble avoir contribué à la participation des groupes ciblés : à l'issue du premier tour, la participation des personnes étrangères a progressé à 24,2 %, contre 23,3 % il y a cinq ans. Idem auprès des jeunes (18-19 ans), avec un taux de participation passant de 25,7 à 27,1 %. Bien que meilleurs, ces taux de participation restent inférieurs à la moyenne et témoignent de l'importance de mener des campagnes d'information ciblées.

Campagne « 15/03 » (2020)

Pour les élections communales qui se sont tenues les 15 mars et 5 avril 2020, un vaste dispositif d'information et de mobilisation a été lancé par le Canton, en partenariat avec l'Association des communes genevoises (ACG), les associations et l'Institut d'études de la citoyenneté de l'Université de Genève.

Afin de communiquer largement aux personnes concernées les fondements du droit de vote et de les encourager à prendre part à ce moment important de notre démocratie locale que constituent les élections communales, le département de la cohésion sociale (DCS) a développé, en collaboration avec la chancellerie d'État, une campagne d'information et de mobilisation intitulée « 15/03 - Votons pour notre commune ». Cette campagne, soutenue par la Confédération, s'est inscrite dans le cadre du Programme d'intégration cantonal (PIC) 2018-2021, qui vise notamment à encourager l'intégration sociale des personnes étrangères.

« 15/03 » fait référence au dispositif décliné en partenariat avec les communes. Le chiffre 15 est au centre de cette campagne : 15 ans que l'initiative « J'y vis, j'y vote : la cadette » a été acceptée par le peuple genevois avec la possibilité pour les personnes de nationalité étrangère de plus de 18 ans établies depuis au moins 8 ans en Suisse de voter dans leur commune. La date du 15 faisait référence au premier tour des élections le 15 mars 2020 pour lequel cette campagne invitait la population à se mobiliser.

Cette campagne en faveur de la participation politique des personnes étrangères disposant du droit de vote communal a été déployée dans l'espace public et un défi citoyen a été lancé avec comme objectif de favoriser une dynamique collective positive.

Elle a été déployée dès le début de l'année 2020 dans l'espace public avec des affiches en plusieurs langues, correspondant aux plus grandes communautés linguistiques présentes dans le canton (albanaise, anglaise, espagnole, française, italienne et portugaise).

Elle a été déployée sur le réseau des bus, trams et écrans des TPG ainsi que sur des espaces d'affichage dans les différentes communes du canton. Trois slogans se sont succédés : « Mobilisons-nous ! », « Faisons entendre notre voix ! », puis « Votons pour notre commune ! ». Des affiches F4 et F12 placées essentiellement en ville de Genève ainsi que dans les grandes communes suburbaines ont été placardées.

Sur les écrans du réseau TPG, le spot teaser « Mobilisons-nous ! » a été diffusé en décembre, puis fin janvier c'est le slogan « Faisons entendre notre voix ! » qui a été projeté, toujours traduit dans les 6 langues choisies.

La campagne a également été visible sur trois trolleybus, trois trams trois éléments, quatre trams cityrunners (total de 35 espaces AL200) ainsi que sur vingt autobus articulés (20 affiches AR200 à l'arrière des bus). Des affiches au format A3 et A2 traduites dans les 6 langues ont été distribuées et ont également pu être commandées. [30'000 dépliants](#) ont été produits avec des explications sur le vote et une redirection vers différentes ressources.

Au niveau rédactionnel, des cannevas pour faciliter la rédaction d'articles de journaux ont été envoyés aux communes afin qu'elles puissent s'en inspirer pour leur communication. Un microsite a été développé, une page Facebook alimentée régulièrement a été déployée et une page Instagram a été créée. Des vidéos animées reprenant les différents slogans traduits dans les 6 langues ont été réalisées. Des vidéos dynamiques où des habitants du canton de Genève votant pour la plupart pour la première fois ont également été produites.

Le BIC a organisé [12 séances d'information](#) en collaboration avec les communes : Carouge (deux séances annulées à cause du COVID-19), Grand-Saconnex, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Ville de Genève, Vernier et Versoix. Deux autres séances étaient prévues, pour la Rive gauche et pour la Rive droite, mais ont été annulées à cause du COVID-19.

Dans le but de favoriser une dynamique collective positive pour augmenter la participation par rapport aux dernières élections communales, un défi citoyen a été lancé, auquel les quartiers et les communes ont pu participer du 6 janvier au 15 mars 2020 avec, à la clef, des financements de projets et des prix. La règle était simple : portés par des associations de personnes résidant dans le canton, des maisons de quartier ou des communes notamment, ces projets visaient à créer une émulation autour des élections et à renforcer le sentiment d'appartenance communale. Seize projets ont été financés par le BIC, une centaine d'activités à travers le canton ont été organisées et de nombreuses associations ont été impliquées.

Un courrier a été envoyé à 89 000 personnes ayant le droit de vote au niveau communal afin de les inviter à des séances d'information portant sur les enjeux de la vie politique municipale et les modalités de vote. À cela s'ajoute un courrier envoyé à 1 000 partenaires. Les deux envois étaient accompagnés du flyer informatif développé.

Campagne « J'ai 8 ans » (2015)

Afin d'informer et de favoriser la participation politique des personnes résidentes de nationalité étrangère ayant le droit de vote au niveau communal aux élections communales de 2015, le département de la sécurité et de l'économie et la chancellerie de l'État de Genève ont développé conjointement la campagne « J'ai 8 ans, je vote dans ma commune. » Cette campagne, soutenue par la Confédération, s'inscrivait dans le cadre du Programme d'intégration cantonal 2014-2017, qui vise notamment à encourager l'intégration sociale des personnes étrangères.

Avec un taux de participation inférieur à 30 %, l'électorat étranger s'était nettement moins mobilisé que l'électorat suisse (plus de 40 %) lors du scrutin municipal précédent (2011). Il s'agissait donc d'améliorer ce taux de participation à l'occasion de cette troisième échéance électorale depuis l'acceptation de l'initiative.

Quelques conclusions sur l'impact de la campagne :

- Elle a permis à une personne étrangère sur six d'apprendre pour la première fois qu'elle avait le droit de voter ; cette proportion monte à un sur quatre parmi les Européens du Nord et de l'Est.

- Elle a contribué à réduire l'écart avec le taux de participation des Suisses, passé de 16,3 points de pourcentage en 2011 à 13,7 en 2015.
- Un quart des personnes ayant répondu à l'enquête disent avoir été motivées à participer par le courrier personnalisé signé par les autorités cantonales qui invitait les citoyennes et citoyens à participer aux élections.

Les détails de la campagne

Deux supports principaux ont été utilisés : les véhicules TPG et les espaces d'affichage SGA sur l'ensemble du territoire genevois. Cette campagne s'est déroulée entre le 4 mars et la mi-avril 2015 avec des affiches en 7 langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien, portugais et albanais).

Pour l'affichage sur les espaces SGA, la priorité a été donnée à un mélange d'affiches F4 et F12 placées essentiellement en ville de Genève ainsi que dans les grandes communes suburbaines à forte densité de population migrante (Onex, Meyrin, Lancy, Vernier et Carouge), placardées dès le 23 mars et qui ont fait le relais avec les affiches des véhicules TPG pour une visibilité plus grande sur une plus longue période. En tout, 79 affiches ont été apposées sur les flancs et l'arrière des bus et trams des transports publics genevois, 61 affiches F12 et 74 affiches F4 sur les espaces d'affichage SGA. Un spot publicitaire de 20 secondes a été diffusé en boucle sur les écrans internes des véhicules du réseau TPG pendant plus de 4 semaines.

Des courrier d'information aux personnes migrantes pouvant voter, signés par le Conseiller d'État, personnalisées au nom de chaque votant potentiel, ont invité les 84'000 destinataires à participer à des séances d'information sur le droit de vote communal et à prendre connaissance de leurs droits tant à travers la lecture d'un dépliant spécifique que du matériel de vote.

Un microsite a été créé annonçant les différentes séances d'information mises en place par le canton et proposant une animatique qui mettait en scène les diverses étapes de la procédure de vote et répondait aux questions que pouvaient se poser les personnes pouvant voter.

Une page Facebook a permis de suivre l'évolution de la campagne au quotidien avec les interventions et questions des internautes sur le processus de vote. Comme sur le site web, la page permettait de visionner l'animatique expliquant les diverses étapes de la procédure de vote. En tout, plus de 176 940 vues et 1 600 « likes » ont été comptabilisés.

Plus de 2 000 affichettes A3 et 140 000 sets de table, imprimés en 7 langues, ont été affichés et distribués dans un grand nombre de commerces et de restaurants liés aux différentes communautés migrantes.

Par ailleurs, 5 stands d'information et 11 séances d'information ont été organisés dans plusieurs communes (Carouge, Meyrin, Vernier, Genève et Onex) impliquant un peu plus de 3 000 personnes participant à cette initiative.

ETUDES SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES PERSONNES RÉSIDENTES ÉTRANGÈRES

Recherche du SFM (Unine) 2023

Vous trouverez ci-dessous les principaux résultats et recommandations d'une [recherche](#) d'envergure réalisée en 2023 pour le compte du BIC en collaboration avec le Service de la cohésion multiculturelle (COSM) du Canton de Neuchâtel par le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) de l'Université de Neuchâtel, sous la direction de Denise Efionayi-Mäder et Rosita Fibbi, en collaboration avec Philippe Wanner de l'Université de Genève.

La participation électorale de la population étrangère est inférieure à celle des autochtones en Suisse à l'instar des autres pays ayant accordé des droits politiques au niveau local aux résidentes et résidents de nationalité étrangère. L'âge, le niveau de formation et la condition socio-économique, ainsi que la connaissance du système politique, expliquent dans une large mesure ce décalage dans la participation électorale. La recherche montre également que des lois électorales inclusives permettant aux résidentes et résidents de nationalité étrangère de voter, quel que soit le degré d'utilisation de ces droits, ont un impact positif plus large, favorisant la participation politique des citoyennes et citoyens ayant bénéficié d'une procédure de naturalisation.

Seul un paquet de mesures, se situant à différents stades et niveaux du processus démocratique, combinant des actions à long terme qui favorisent la participation sociétale au sens large, ainsi que des mesures plus ponctuelles qui portent sur la participation strictement électorale, permettra d'aller vers une participation politique accrue. Des études ont montré qu'une participation améliorée de la population étrangère peut également favoriser une mobilisation électorale et citoyenne plus générale. Dans cet ordre d'idées, il est crucial de considérer les différentes actions entreprises dans leur globalité, y compris en ce qui concerne les effets qu'elles déploient au sein des collectivités étrangères et pour la société dans son ensemble.

Recherche du DSPERI (UniGE) - 2020

Vous trouverez ci-dessous les principaux résultats et recommandations d'une [recherche](#) réalisée en 2020 par le Professeur Pascal Sciarini et Simon Maye de l'Université de Genève pour le compte du département de la cohésion sociale (DCS), par l'intermédiaire du bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC).

Premièrement, les personnes étrangères participent moins que les personnes de nationalité suisse aux élections communales. Bien que le droit de vote leur ait été accordé depuis maintenant plus de dix ans, le différentiel de participation entre Hélices et personnes étrangères ne baisse pas. Il a au contraire atteint un niveau record lors du scrutin du 15 mars 2020 (17 points de pourcentage) et un niveau également élevé lors du scrutin du 5 avril 2020 (14.7 points). Depuis 2007, le différentiel de participation entre

titulaires du passeport suisse et personnes étrangères oscille entre 12 et 17 points de pourcentage d'une élection à l'autre.

Deuxièmement, il existe aussi de fortes différences de participation entre les communes, pour les personnes de nationalité suisse comme étrangère. Cette forte corrélation entre taux de participation des deux populations offre une première piste pour le futur : plutôt que de cibler les actions d'activation sur les étrangères et étrangers, on pourrait recommander une démarche plus large consistant à mener des actions qui s'adressent à l'ensemble de la population, tant suisse qu'étrangère.

Dans le même esprit, en plus des mesures de court terme considérées dans cette étude, qui sont mises sur pied au cours des dernières semaines ou derniers mois avant les élections, il est aussi possible d'augmenter la participation par des mesures de long terme, au travers d'actions qui agissent sur la socialisation politique ou l'intégration sociale.

Troisièmement, les résultats montrent que le niveau de participation varie très fortement d'une communauté étrangère à l'autre. L'analyse du scrutin du 15 mars a mis en exergue le niveau de participation particulièrement bas des ressortissants et ressortissantes de nationalité espagnole et plus encore portugaise. Ce dernier constat appelle des mesures plus ciblées à destination des populations concernées, si possible avec l'appui des associations actives au sein de ces communautés.

Quatrièmement, il est possible de remettre en question la volonté de fixer comme objectif l'augmentation globale du taux de participation et se soucier davantage de l'égalité de la participation. Selon une perspective alternative, la participation est souhaitable dans la mesure où elle permet de prendre en compte de manière équitable les préférences et les besoins de chaque citoyenne et citoyen. Toutefois, pour les communautés portugaises, espagnoles et « autres UE Est », le niveau élevé d'abstention chronique pose un problème aussi du point de vue de l'égalité de la participation. Ce dernier constat renforce la pertinence de la recommandation mentionnée précédemment consistant à mener des actions ciblées auprès de ces communautés spécifiques.

Recherche du SFM (Unine) - 2015

Par l'intermédiaire du BIC, le département de la sécurité et de l'économie a chargé le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (Université de Neuchâtel) de conduire [une étude sur la participation](#) des personnes étrangères aux dernières élections municipales.

Les résultats permettent de comprendre non seulement l'écart significatif récurrent entre la participation politique des citoyennes et citoyens de nationalité suisse et celle, moindre, des résidentes et résidents de nationalité étrangère, mais également l'impact de la campagne d'information sur les droits politiques communaux des personnes étrangères (campagne « J'ai 8 ans »), menée par le BIC en février-mars 2015.

Quelques constats intéressants :

- Les femmes participent autant que les hommes chez les personnes résidentes étrangères, tout comme pour les personnes résidentes de nationalité suisse.

- Ces deux groupes sont semblables également quant aux raisons invoquées pour rendre compte de la non-participation. Entre autres raisons, la moitié des personnes non votantes se dit peu intéressée par la politique et une proportion semblable déclare ignorer ses droits.
- Les groupes ne diffèrent pas non plus quant à leur degré de confiance dans l'efficacité de cet instrument du jeu démocratique.
- La probabilité pour une personne naturalisée de participer au scrutin est semblable à celles d'une personne née de nationalité suisse.
- Il n'existe pas un "vote immigré" dans le canton de Genève, les groupes de personnes étrangères exprimant des positions plutôt différentes.
- A la différence des personnes de nationalité suisse, trois facteurs socio-économiques ont un grand impact sur la participation des résidents étrangers, à savoir l'âge, la formation et le revenu. Spécifiquement, les groupes de personnes de nationalité étrangère qui s'abstiennent le plus sont plus jeunes, présentent une scolarité plus courte et disposent d'un revenu inférieur à la moyenne.
- Les causes de l'abstention se trouvent dans un faible intérêt pour la politique, une connaissance réduite de la vie politique dans le pays et une moindre implication dans la vie associative. Il y a une grande variabilité non seulement entre les personnes de nationalité suisse et étrangère sur ces plans mais aussi entre personnes étrangères de diverses provenances.
- Les groupes qui participent le moins sont aussi ceux ayant le moins de contact avec la population suisse et envisageant l'hypothèse d'un retour au pays.
- Concernant l'intégration sur le plan local, il faut souligner que tous les groupes étrangers s'identifient avec leur commune plus fortement que les personnes de nationalité étrangère et font preuve d'une confiance dans les autorités locales plus grande que ces dernières.